

Mobilisation unitaire à Bobigny contre le déménagement précipité vers PULSE

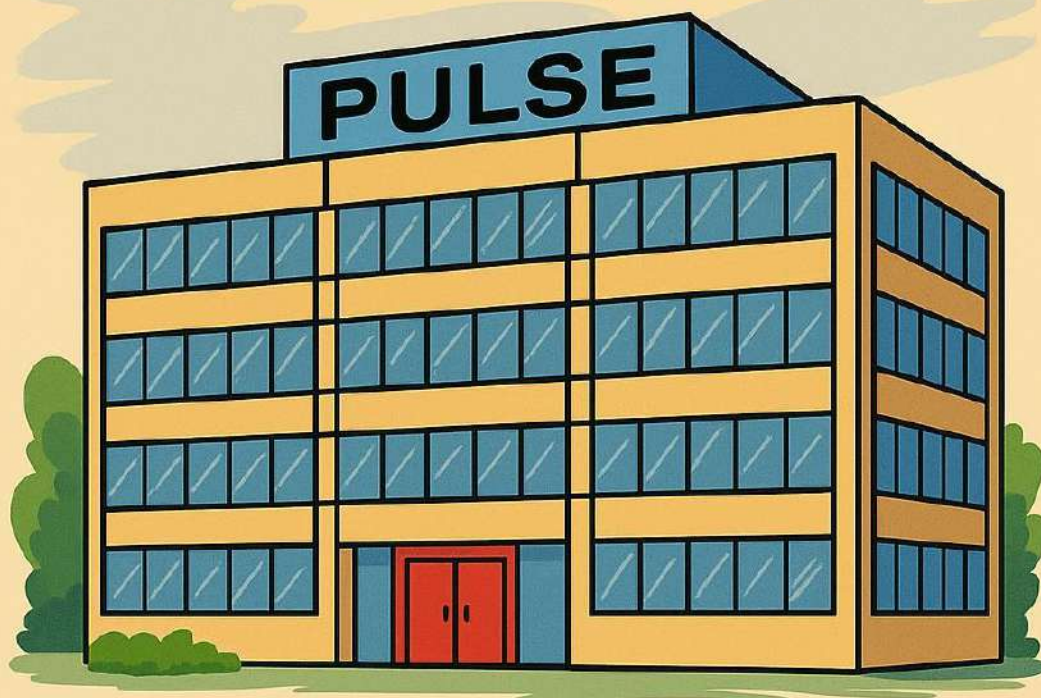
janvier 2025 – avril 2025

À l'appel de l'ensemble des organisations syndicales du CD93 (FSU, CGT, SUD, FO, CFDT, UNSA), plusieurs rassemblements ont eu lieu devant l'Hôtel du Département pour dénoncer les conditions du déménagement des services vers le bâtiment PULSE à Saint-Denis.

Moments forts de la mobilisation :

3200 agents déplacés : un immeuble vide pour unique justification ?

**3200 AGENTS DÉPLACÉS
POUR SAUVER
UN IMMEUBLE VIDE:
MERCI QUI ?**



**TRAVAILLER SANS BUREAU:
LE NOUVEAU LUXE
SELON TROUSSEL**



- Manifestation à Bobigny – cortège intersyndical



- Action dans la salle du Conseil départemental



- Rassemblement devant le siège du Conseil départemental



- Tract intersyndical diffusé lors des mobilisations



LA FSU TERRITORIALE **Cfdt:** **Conseil départemental Seine-Saint-Denis 93 la cgt** **UNsa TERRITORIAUX** **Sud** **FO**

NON AU DÉMÉNAGEMENT IMPOSÉ !

Début janvier le Président TROUSSEL a annoncé le déménagement des 2700 agents du central vers l'immeuble PULSE à Saint Denis . Et cela sans aucune concertation !

La FSU soutient les agents dans leur refus de ce déménagement et appelle avec l'intersyndicale à la grève et à une manifestation :

jeudi 23 dès 12h
Immeuble Picasso

12h30 : la fabrique de la manif dans le hall de l'immeuble Picasso.
Feuilles, marqueurs et disposition !

13h : début du rassemblement devant l'immeuble Picasso

13h30 : départ de la manifestation en direction du parvis de la préfecture derrière la banderole intersyndicale « Non au déménagement imposé »

14h : rassemblement sur le Parvis de la Préfecture

Venez nombreux!

Sites centraux, sites extérieurs :
tous concernés, tous impactés !

- Soutien affirmé : « Nous sommes Bobigny ! »



Conclusion

La section FSU territoriale du CD93 réaffirme son engagement à défendre les conditions de travail et appelle à poursuivre la mobilisation. Le projet PULSE, loin de répondre aux besoins des agents, s'inscrit dans une logique de rentabilité immobilière au détriment du service public.